



Emmanuel Macron a annoncé lundi que plus de 300 acteurs avaient signé un Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace.

© Ludovic Marin/Pool via REUTERS

TECHNOLOGIE

Dans l'ombre de Paris, Genève se rêve toujours en capitale d'internet

Alors qu'Emmanuel Macron a réussi à faire signer à 359 acteurs internationaux un Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace, que devient le projet de Convention de Genève numérique?

3 minutes de lecture

◆ Technologies ◆ Genève ◆ Genève Internationale

Anouch Seydtaghia

Publié mardi 13 novembre 2018 à 18:31, modifié mardi 13 novembre 2018 à 18:33.

Et si Paris avait éclipsé Genève comme capitale mondiale de la régulation d'internet? De lundi à mercredi, la capitale française est le centre du monde numérique à l'occasion du Forum sur la gouvernance de l'internet. Supervisée par l'ONU, cette manifestation se tiendra en 2019 à Berlin. L'année passée, Genève s'était profilée à plusieurs occasions comme lieu où pourrait être élaboré un internet plus sûr. Aujourd'hui, le nom de la Cité de Calvin est sensiblement moins en évidence.

Lire aussi: Genève, future capitale de la cybersécurité

Lundi, Emmanuel Macron a pu se vanter d'avoir un document à présenter: l'Appel de Paris pour la confiance et la sécurité dans le cyberspace. La France estimait pouvoir avoir les signatures d'environ 80 Etats, organisations et multinationales. Ce sont au total 359 acteurs qui ont paraphé ce texte, dont Google, Facebook, Samsung et Microsoft. Le texte est général et se résume en trois points principaux. Les parties prenantes s'engagent à lutter contre la prolifération des outils numériques dangereux et à renforcer la lutte contre les ingérences électorales par le biais de cyberattaques. Enfin, les entreprises victimes d'attaques s'engagent à ne pas se faire justice elles-mêmes. Si la Suisse a signé ce texte, les Etats-Unis, la Russie et la Chine ont refusé de s'y rallier.

Le forcing de Microsoft

Si un Appel de Paris existe désormais, une Convention de Genève numérique, elle, reste à l'état d'idée. En 2017, Microsoft, avec l'implication personnelle de son président, avait lancé un appel en ce sens. Brad Smith avait même entamé une tournée internationale pour promouvoir cette idée. Il y a un an, les autorités du canton avaient lancé les Geneva Digital Talks pour soutenir l'initiative et tenter de l'ancrer en Suisse.

Lire également: Genève veut profiter de l'alliance mondiale contre le cybercrime

Depuis, que s'est-il passé? «L'élan se poursuit et les efforts de Genève pour renforcer son positionnement continuent de recevoir des échos encourageants, sachant que l'élaboration d'une convention du numérique est un travail de longue haleine, fort complexe vu les intérêts et les enjeux extrêmement importants associés à la gouvernance du cyberspace», assure Nicholas Niggli, secrétaire général adjoint au Département genevois de la sécurité. Pour le responsable, qui participe cette semaine au Forum de Paris, la capitale française n'éclipse pas Genève: «En une année, de nombreux jalons ont été posés et la reconnaissance du rôle de Genève est

plus que jamais centrale dans ce dossier. Le fait que le secrétariat du panel de haut niveau de l'ONU consacré à la coopération numérique soit en grande partie dirigé depuis notre canton en atteste clairement.»

Une concurrence accrue

Nicholas Niggli relève également que l'expertise en matière de cybergouvernance s'est renforcée ces derniers mois dans la région lémanique, puisque le centre mondial de cybersécurité du WEF à Genève est désormais opérationnel, tandis que l'EPFL vient de lancer son Center for Digital Trust. «Cependant, il est tout à fait logique que de nombreux autres acteurs étatiques et non étatiques tentent de se positionner. La concurrence pour être un carrefour international en matière de gouvernance numérique est en train de s'affirmer.»

Lire aussi: L'EPFL, fer de lance pour la cybersécurité en Suisse

Reste une question de fond: ces appels, conventions ou traités en gestation vont-ils vraiment porter leurs fruits? «Je suis toujours assez sceptique par rapport à une convention. Aujourd'hui, ceux qui veulent l'appliquer la suivent déjà implicitement et ceux qui n'en ont pas l'intention ne le signeront pas», estime Steven Meyer, directeur de la société de cybersécurité ZENData, basée à Genève.

«Attaques violentes»

Selon lui, «une première convention doit être simplement considérée comme une étape et les fondations pour que des prochaines puissent suivre. Il y aura probablement seulement des pays et entités idéalistes qui vont la ratifier, mais cela donnera l'exemple et mettra la pression sur les autres.» Quoi qu'il en soit, il faut agir, estime Steven Meyer, car «les cyberattaques deviennent de plus en plus violentes, à plus large échelle et avec des impacts de plus en plus dangereux. Il faut donc mettre des règles.»

Anouch Seydtaghia
@Anouch

Journaliste éco/finance, spécialisé dans les nouvelles technologies, intéressé par les voitures autonomes, la cybersécurité et les start-up

PUBLICITÉ

La dernière vidéo

[toutes les vidéos](#)



Quels effets la guerre commerciale aura-t-elle sur la croissance mondiale?

[f](#) [🐦](#) [in](#) [✉](#)